



SOCIALISME OU BARBARIE

Bulletin de liaison du Cercle de Jeunes Révolutionnaires
Paris - Montpellier - Toulouse

SOMMAIRE

p.1

**Comment combattre le gouvernement ultra-réactionnaire
Macron-Bayrou ?**

p.7

Palestine : notre intervention

p.9

**La destruction de l'UNEF : un recul politique pour
l'ensemble du prolétariat**

p.15

**Révolte en Martinique : la lutte des travailleurs antillais
contre l'ordre colonial**

p.21

**Algérie : les leçons de la grève nationale des étudiants en
médecine**

Comment combattre le gouvernement ultra réactionnaire Macron-Bayrou ?

Malgré les difficultés politiques, les projets de budgets de l'État et de la Sécurité sociale du gouvernement Bayrou sont finalement passés par 49.3 avec le soutien du PS et du RN. Ces budgets reprennent l'essentiel des projets de Barnier (voir SouB n°2). En réduisant les dépenses publiques relatives aux acquis du prolétariat, en particulier pour l'éducation et la Sécurité sociale, ils s'en prennent aux conditions de vie des masses et préparent de nouvelles attaques. Mais ce budget est loin d'être suffisant pour l'impérialisme français en déclin face au ralentissement de l'économie mondiale et l'exacerbation des tensions inter-impérialistes.

Situation internationale : que représente l'élection de Trump aux US ?

Le « cessez-le-feu » temporaire à Gaza orchestré par Trump et Netanyahu est en réalité un soutien total au génocide conduit par l'État d'Israël. Les dernières déclarations de Trump sur la déportation des masses gazaouies le démontrent. Mais quelle différence avec la politique Biden, si ce n'est dans l'exubérance des déclarations ?

La bourgeoisie américaine avait deux candidats aux élections, Biden du Parti démocrate et Trump du Parti républicain. Le Parti démocrate cherche historiquement à s'appuyer électoralement sur des fractions du prolétariat américain. Or, il a chuté lors de ces élections après le soutien sans faille de l'administration Biden à l'État colonial israélien et à son offensive génocidaire en Palestine. Il a aussi fait les frais de la dégradation des conditions de vie des masses, dont les franges petites-bourgeoises les plus réactionnaires se sont radicalisées au slogan nationaliste de « Make America Great Again » contre le prolétariat immigré. Mais le succès de Trump représente aussi la volonté de larges fractions de capitalistes américains - à l'image de Musk - de s'engager plus frontalement dans la guerre économique contre la Chine et les autres puissances impérialistes.

Cette dernière décennie, l'impérialisme américain a été percuté par l'émergence de l'impérialisme chinois. Or, ce dernier traverse aujourd'hui une profonde crise économique marquée par le déclin de son secteur immobilier qui avait porté la croissance chinoise ces dernières décennies. Le niveau de vie du prolétariat chinois commence à baisser et le PCC cherche à atténuer le ralentissement économique du pays par l'exportation de marchandises sur le marché mondial grâce à la puissance de son industrie. Ce faisant, il menace les positions des autres impérialismes sur des marchés déterminants de l'économie capitaliste, à l'image de l'automobile.

Jusqu'alors, les USA s'appuyaient sur les impérialismes européens pour assurer leur hégémonie mondiale. Mais, menacé par la Chine, Trump, au compte du capitalisme financier américain, cherche dorénavant à faire valoir les intérêts économiques des USA en s'affranchissant autant que possible de ces anciens rapports politiques issus de la Seconde Guerre mondiale (rétablissements de barrières douanières). Les économies européennes sont durement affectées par cette guerre économique, l'industrie allemande est en crise et, par conséquent, des millions d'emplois industriels sont menacés en Europe. C'est à peine si l'Union Européenne - cadre conflictuel de puissances capitalistes concurrentes - a son mot à dire dans les négociations sur

un arrêt de la guerre en Ukraine. Là encore, Trump fait valoir les intérêts américains : l'heure est au pillage de l'Ukraine.

Le déclassement de l'impérialisme français

La perte d'influence de l'impérialisme français est manifeste. Il a perdu presque toutes ses positions dans son ancien empire colonial en Afrique de l'Ouest. Dans les colonies qu'il administre encore, les crises se succèdent (Kanaky, Antilles, Mayotte). À Mayotte, la dévastation provoquée par le cyclone Chido est d'abord le produit des rapports coloniaux sur l'île. Depuis le détachement purement administratif de Mayotte de l'archipel des Comores, la population comorienne hors Mayotte est stigmatisée et persécutée. L'opposition raciste entre Mahorais et Comoriens sert aux élites locales à justifier le maintien de Mayotte dans le cadre de l'impérialisme français. Les politiques anti-migrants, comme la remise en cause du droit du sol qui vient d'être adoptée au Sénat, servent de ballon d'essai à la bourgeoisie française pour le territoire hexagonal. Malgré la brutalité coloniale, l'impérialisme est incapable d'endiguer les crises sociales qui traversent ses territoires coloniaux.

Ces difficultés sont le reflet de sa faiblesse sur le marché mondial. La progression du déficit public de l'État, et donc de la dette (112% du PIB), est un indicateur de l'atonie de l'économie française. C'est pourquoi la question du budget est centrale pour la bourgeoisie française. Il lui faut pouvoir dégager des marges de manœuvre pour soutenir ses champions capitalistes et accroître massivement les dépenses militaires.

La chute du gouvernement Barnier, symptôme de la crise de la bourgeoisie française

En décembre, le RN, qui est pourtant un parti bourgeois, a pris la décision de voter la motion de censure présentée par les partis du NFP faisant ainsi chuter le gouvernement Barnier. Ce vote, malgré les concessions à répétition de Barnier au RN, avait pour but de satisfaire sa base sociale, une petite bourgeoisie et un prolétariat déclassé et excité contre le prolétariat immigré. Le RN est aujourd'hui candidat au pouvoir. S'il ne fait pas de doute qu'il respectera les intérêts du capital financier français - pour qui il est hors de question de quitter l'UE - le RN se doit d'apparaître crédible aux yeux de son électorat. C'est un concentré de la crise politique de la bourgeoisie française.

Avec la chute de Barnier, le coût de la dette française a bondi. Les banques internationales ont pris acte du déclassement de l'impérialisme français et exigent des taux d'intérêt plus élevés à l'emprunt. Si bien que le remboursement de ces intérêts (la charge de la dette) constitue l'un des plus gros postes du budget de l'État (55 milliards pour 2025). Cela renforce encore la nécessité pour la bourgeoisie française de s'en prendre aux acquis ouvriers.

De larges fractions du prolétariat en ont conscience, mais elles sont privées de prise pour combattre. Le 5 décembre, l'intersyndicale de la Fonction publique a appelé à une journée d'action qui s'est transformée en une grève assez suivie chez les enseignants. Cependant, cette grève intervenait le lendemain du vote de la motion de censure, et c'est ainsi au RN qu'est revenue la chute du gouvernement Barnier. Tournée contre le budget qui visait lourdement les fonctionnaires avec l'augmentation des jours de carence, la grève n'avait plus d'objet, les cortèges étaient atones.

Pire, au soir du 5 décembre, les dirigeants syndicaux ont affirmé leur soutien à la bourgeoisie dans cette période d'instabilité politique. Ils déclaraient : « nos organisations appellent le chef de l'État et l'ensemble des acteurs à faire primer l'intérêt général sur leurs intérêts individuels ou partisans de court terme ». L'intérêt général dans une société de classe, c'est l'intérêt de la classe dominante, du capital financier en l'occurrence. C'est donc sous le patronage des dirigeants syndicaux qu'a pu être formé le gouvernement Bayrou après la chute de Barnier.

Un gouvernement ultra réactionnaire et un budget de guerre contre les masses

Le gouvernement Bayrou est d'emblée ouvertement réactionnaire et anti-ouvrier. L'infâme Darmanin qui avait manifesté avec les flics contre la Justice se retrouve... ministre de la Justice. Retailleau, confirmé comme ministre de l'Intérieur, est en campagne pour obtenir la présidence du parti LR. Il se place clairement sur le terrain du RN par sa surenchère policière et anti-immigration. Valls, paria politique, est nommé ministre des « Outre-mer » pour son expertise en politique coloniale ; il a en effet été un acteur, sous Rocard, des accords de Nouméa (voir l'article Kanaky, SouB n°2). La nomination de Borne comme n°2 du gouvernement à l'Éducation Nationale est une insulte faite aux enseignants qui s'étaient mobilisés lors des manifestations contre la réforme des retraites. Rappelons que c'est le front républicain, porté par le NFP et les syndicats au nom du combat contre l'extrême droite, qui a permis la réélection de Darmanin et Borne.

La composition de l'Assemblée nationale n'a pas changé, Bayrou doit faire face à la même équation politique que Barnier. C'est le PS qui, au compte de la bourgeoisie, s'est engagé à ne pas censurer le gouvernement au nom de « concessions » qu'il aurait obtenues. Mais de quelles concessions parle-t-on ? À la place des suppressions de postes d'enseignants prévues par Barnier pour 50 millions d'économie, le budget prévoit 250 millions de coupes dans le budget de l'EN. L'augmentation des jours de carence lors d'arrêts maladie pour les fonctionnaires est remplacée par la baisse de 10% de l'indemnisation de ces arrêts de travail ! Le maintien de l'indexation des pensions de retraite sur l'inflation au 1er janvier est le produit de la chute du gouvernement. Non, définitivement, il n'y a eu aucune concession, c'est peu ou prou le même budget que celui de Barnier (voir SouB n°2).

Mais si le PS a pu maintenir son soutien au gouvernement, c'est avant tout parce que les dirigeants syndicaux s'y sont eux-mêmes engagés en participant au « conclave » sur les retraites. Présenté comme une concertation pour discuter de la réforme des retraites, le conclave est une manœuvre grossière de la part de Bayrou afin de s'assurer le soutien plein et entier des directions syndicales et leur bousille de toute contestation possible. Le patronat, à travers le MEDEF, est en position d'arbitre et le cadre budgétaire de la discussion est celui fixé par la Cour des comptes, c'est-à-dire celui de la « réduction des dépenses publiques ». Il n'est évidemment pas question d'abrogation – ni même de suspension – de la réforme de Borne, mais de permettre l'adoption du budget. Tout en participant à cette piteuse mascarade, les dirigeants syndicaux se sont refusés à dénoncer les projets de budgets et à affronter le gouvernement pour empêcher leur adoption. C'est cela qui a donné toute latitude au PS de ne pas voter la censure. L'adoption sans vote de ce budget de coupes sans précédent depuis des décennies

contre les travailleurs et la jeunesse est une défaite sans combat infligée au prolétariat.

La situation politique à l'Université après le vote du budget

Mi-janvier à Rennes, les militants syndicaux et politiques de Rennes 2 organisent un blocage rituel de leur université. Ce type de coup est l'équivalent des journées d'actions des dirigeants syndicaux mais à leur propre surprise, les étudiants, après avoir constaté le blocage, restent pour écouter ce que les militants ont à leur dire. Devant prendre la parole devant les étudiants, les responsables locaux sont bien obligés de faire état de l'ampleur des offensives que préparent le budget du gouvernement Bayrou, ne serait-ce qu'à travers ses conséquences locales.

Avec le budget 2024, les universités sont déjà asphyxiées, la grande majorité d'entre elles sont en déficit. C'est dans cette situation que le budget 2025 pour l'Enseignement Supérieur et la Recherche (ESR) acte de nouveaux coups de rabots à hauteur de 1,2 milliard. On comprend bien que pour appliquer ces coupes, il va falloir supprimer des pans entiers de la recherche et de l'enseignement supérieur public. C'est au CNRS que l'offensive a commencé : dès le mois de décembre, le directeur du CNRS annonce que 75% des 900 labos de recherche ne recevront plus leurs financements. Ce projet, dit de « key labs », concerne plus de 50% du personnel du CNRS. Les universités auront la charge de pallier cette absence de financement. C'est pourquoi, le 3 décembre dernier, les présidents d'Université avaient prévenu leurs collègues : si le projet de budget venait à être adopté, ils n'auraient d'autre solution que d'augmenter les frais d'inscriptions. Depuis, Philippe Baptiste, le ministre délégué à l'ESR, a confirmé que les offensives contre le droit aux études allaient reprendre. Il annonce, dans la continuité des politiques liberticides à l'Université une nouvelle circulaire contre « l'antisémitisme », c'est-à-dire contre toute expression en solidarité au peuple palestinien. Il déclare aussi reprendre la réforme des Crous, afin de les privatiser, par l'ouverture de nouvelles concertations avec les syndicats étudiants.

Or c'est bien dans le cadre du dialogue social que veulent s'insérer les dirigeants syndicaux étudiants. À la suite de l'AG de Rennes 2, ils impulsent partout des réunions publiques sur « l'austérité » à l'Université, à la veille du vote du budget. Des étudiants s'y rendent, écoutent et repartent : aucune prise pour combattre ne leur y est proposée, d'autant que le budget est voté dans la foulée. Les dirigeants étudiants fabulent sur la mobilisation massive dans les facs. Ils donnent aux étudiants la perspective d'une « journée d'action » de mobilisation le 11 février, avec comme point d'orgue un rassemblement au ministère de l'ESR à Paris. En réalité, le 11 février avait surtout lieu au ministère une réunion du CNESER, la première sous le nouveau gouvernement. Le CNESER est la plus haute instance de dialogue social pour l'ESR, où les dirigeants syndicaux siègent au côté du ministre. Ce rassemblement n'était donc pas tourné contre le ministère, contre le budget, mais en soutien à la délégation syndicale qui s'est rendu à son rendez-vous avec le ministre pour discuter de la répartition des coupes du budget de l'ESR. Les étudiants, eux, ne se sont pas mobilisés le 11 février.

Les dirigeants syndicaux s'enfoncent dans l'union nationale avec la bourgeoisie

Cette politique de dialogue social est une politique de collaboration de classe généralisée par les appareils dirigeants des organisations syndicales. La crise du capitalisme, et plus

singulièrement encore celle de la bourgeoisie française, exige des dirigeants syndicaux la plus totale compromission. Ils doivent ouvertement défendre « l'intérêt général » de la bourgeoisie, et abandonner la défense des intérêts des travailleurs. Sophie Binet, la dirigeante de la CGT, le reconnaît explicitement. Elle a déclaré le 7 février devant le congrès de la FSU :

« Pour affronter l'internationale d'extrême droite, de Trump, Musk, Poutine, Netanyahu et tant d'autres, il nous faut renforcer notre stratégie internationale et européenne. Ce contexte glaçant est aussi un moment de clarification. Un moment où il va falloir choisir son camp. L'intérêt général a rarement été aussi fragilisé... Face à la guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis, l'Europe doit changer de paradigme »

Son camp, c'est donc celui du capital financier français et de l'UE, un camp menacé par l'offensive économique des USA et de la Chine. C'est cela qui, fondamentalement, explique qu'au nom du « front républicain contre l'extrême droite » les dirigeants syndicaux s'échinent à réaliser l'union nationale derrière Macron et aujourd'hui Bayrou. À sa manière, Binet l'assume pleinement et reconnaît son rôle en parlant carrément de victoire aux dernières élections :

« La victoire que nous avons remportée le 7 juillet au soir en empêchant Bardella de rentrer à Matignon démontre qu'il n'y a pas de fatalité. Nous pouvons en être fiers. C'est la mobilisation de la société civile et d'une majorité des organisations syndicales qui a déjoué tous les sondages. »

Une nécessité : s'organiser sur le terrain du combat pour le socialisme

Le résultat le plus mesurable de cette politique de soutien ouvert aux gouvernements bourgeois au nom de la lutte contre l'extrême droite est... la progression de l'extrême droite. Le prolétariat est politiquement paralysé par cette politique car elle n'ouvre aucune issue positive, de classe, et en conséquence les divisions au sein de la classe ouvrière s'approfondissent. Toutefois, la situation politique n'offre aucune stabilité à la bourgeoisie française. Ses difficultés restent manifestes et les déboires de son personnel politique, à l'image de l'affaire de pédocriminalité couverte par Bayrou, en témoignent. Dans ces conditions, le gouvernement va devoir redoubler ses offensives contre les acquis ouvriers.

Les jeunes qui s'engageront dans le combat contre le gouvernement pour défendre leur droit aux études, à la qualification, contre la guerre, trouveront en face d'eux les appareils syndicaux inféodés à la défense de l'ordre bourgeois. À l'université, le premier combat est donc celui d'**imposer aux différents syndicats étudiants qu'ils réalisent leur unité pour affronter les gouvernements bourgeois, au côté des organisations du mouvement ouvrier.**

Lors des dernières AG organisées sur les universités contre le budget, les militants du CJR sont intervenus sur cet axe. À Toulouse, à Montpellier, aux Mines à Paris, à Nanterre, ils ont soumis la position suivante aux étudiants présents :

« Pour que les organisations étudiantes réalisent leur unité et engagent nationalement le combat contre le budget 2025 du gouvernement Macron-Bayrou. Qu'elles s'adressent aux organisations syndicales ouvrières pour mener ce combat côte à côte.

Pour que nos organisations syndicales rompent immédiatement avec le gouvernement, y compris sur les retraites

L'AG du Mirail enjoint les organisations présentes à reprendre ces mots d'ordre, les publier et les défendre devant leurs directions nationales afin de centraliser le combat. À bas le budget 2025 ! »

Les étudiants présents ont voté favorablement à ce qui leur semblait être une évidence. Pourtant, les militants des organisations syndicales (UNEF, UE, Solidaires ...) et politiques d'extrême gauche (NPA, RP-LPL, TMI-PCR), chacun à leur manière, ont combattu cette position et ont refusé de la reprendre. Ils y ont opposé les actions locales bidons et le soutien au dialogue social avec la journée du 11 février. À Toulouse, les élections au conseil des 16 et 17 février mobilisèrent bien davantage les militants de l'UE, l'UNEF et LPL que le combat contre le budget.

Les étudiants sont privés de cadre d'organisation national depuis la décomposition de l'UNEF et les petits chefs syndicaux et politiques locaux font régner la division sur les campus (voir article dans ce numéro). En l'absence de mouvements importants, le point de départ pour mener le combat pour l'unité des étudiants face au gouvernement, pour reconstruire un véritable syndicat étudiant, est de s'organiser politiquement. Les étudiants ont besoin d'une organisation politique en mesure de faire le lien entre ce combat et celui pour le socialisme.

D'abord, il faut affirmer que les dirigeants syndicaux sont responsables de la division qui règne dans la jeunesse ouvrière et scolarisée. C'est le produit de leur politique traitre de défense de l'ordre bourgeois (dialogue social, journées d'actions, front républicain). Leur soutien acharné aux gouvernements bourgeois bouche toute perspective politique favorable à la jeunesse et les travailleurs et nourrit la division.

Contre l'union nationale du front républicain, il faut donc affirmer que seul un gouvernement des organisations ouvrières unies, sans ministre capitaliste, peut être opposé à la montée des partis bourgeois ultra-réactionnaires. D'un tel gouvernement, le prolétariat et la jeunesse seraient en position d'exiger qu'il s'engage dans le refus de payer la dette de l'impérialisme français, dans l'expropriation des capitalistes (banques, secteurs vitaux de l'économie) et dans l'organisation de la production pour satisfaire les besoins des masses.

De la même manière, la jeunesse a besoin d'une organisation qui, à la décomposition des sociétés capitalistes européennes et leur militarisation, oppose la perspective des États-Unis Socialistes d'Europe, seuls à même d'unifier le prolétariat et la jeunesse en Europe.

Aujourd'hui à l'Université, après le coup porté par le vote du budget, combattre pour l'unité des étudiants face au gouvernement Macron-Bayrou-Retailleau, c'est pour combattre pour que les syndicats étudiants cessent toute discussion avec le ministère de l'ESR, en particulier qu'ils refusent de discuter de la destruction des Crous ! C'est la condition pour qu'ils réalisent leur unité pour affronter le gouvernement.

Avancer ces perspectives, c'est combattre pour la construction d'une Organisation de Jeunesse Révolutionnaire. C'est le terrain politique sur lequel les militants regroupés autour de ce bulletin s'organisent et t'invitent à rejoindre leur combat.

Palestine : notre intervention

Durant l'année 2023-24, les mobilisations étudiantes en soutien au peuple palestinien demeurent limitées, sous le coup de la répression systématique organisée par la circulaire Retailleau. En mai, l'invasion terrestre de Rafah déclenche un sursaut chez les étudiants mais les tentatives de mobilisation de la jeunesse retombent aussitôt face à la répression, faute de prise en charge par les directions syndicales. Aux étudiants qui avançaient la perspective du boycott universitaire d'Israël et du combat réel en solidarité avec le peuple palestinien, celles-ci ont au contraire constamment opposé la ligne de la "paix juste et durable" qui renvoie dos à dos oppresseur et opprimé, et qui permet le soutien des puissances impérialistes à Israël.

L'année universitaire 2024-25 s'ouvre sur la même note. Patrick Hetzel, nommé au poste de ministre de l'enseignement supérieur en octobre, poursuit l'orientation prise par Sylvie Retailleau, et les sanctions contre les militants commencent à tomber (exclusion de Sciences Po, nouvelle circulaire, etc.).

Pourtant, la disponibilité de certains étudiants au combat est réelle. S'y illustrent les étudiants de l'ENS Jourdan, à l'initiative de blocages sans lendemain faute de perspectives politiques. Les organisations dites d'extrême gauche (NPA, LPL-RP, ...), au compte des appareils syndicaux, ont systématiquement cherché à enfermer les étudiants mobilisés dans des actions locales stériles.

Au contraire, pour les militants du CJR, il s'agit d'élaborer une orientation politique pour le soutien réel au peuple palestinien, pour le boycott universitaire d'Israël et contre la repression des militants (voir les suppléments dans SouB n°2). D'octobre 2024 à janvier 2025, nous nous appuyons sur un tract contre la circulaire Hetzel, à lire ci-après. Les diffusions à l'université permettent de se confronter aux appréciations des étudiants.

Partout où l'orientation du CJR a pu être entendue, elle a rencontré un écho favorable. À titre d'exemple, à l'école d'ingénieurs des Mines de Paris, une discussion politique des étudiants du comité Palestine a conduit à l'organisation d'une réunion publique. L'objectif est de prendre position avec le plus grand nombre d'étudiants à l'issue d'une discussion éclairée par un exposé sur l'histoire de la colonisation en Palestine.

Cette réunion publique du 12 novembre réunit 25 étudiants qui adoptent à l'unanimité le texte ci-après.

Un noyau de militants se forme aux Mines autour de cette prise de position et de l'armement politique du CJR. Cela donne à voir, à petite échelle, ce qu'une Organisation Révolutionnaire de Jeunesse nationalement implantée nationalement serait à même d'impulser dans les universités.

PRISE DE POSITION DES ETUDIANTS DES MINES DE PARIS EN SOUTIEN A LA PALESTINE

Nous, étudiant.e.s des Mines de Paris réuni.e.s en assemblée générale, rejoignons le mouvement de soutien à la Palestine repris par les étudiant.e.s de l'ENS Jourdan et d'autres campus étudiants. Face à la répression policière et judiciaire qui vise à nous faire taire, nous leur apportons tout notre soutien. Les massacres, que nul ne peut nier, des peuples palestiniens et libanais ne nous laisseront pas sans voix. Contre le génocide commis par l'Etat colonial d'Israël, nous exigeons :

- la condamnation sans équivoque des crimes d'Israël
- le boycott de l'état d'Israël et en particulier la fin des partenariats académiques avec les universités israéliennes (Université Technion, ...), les banques (BNP, ...) et les entreprises coopérant avec l'état d'Israël (notamment Safran, Thalès, Dassault et Airbus tant qu'elles fournissent des armes à Israël) et autres partenariats de tous types (voyages, associations étudiantes, ...)
- la mise en place de partenariats académiques avec les universités palestiniennes
- la levée des poursuites et des sanctions contre les militants pro-palestiniens, et le retrait de la circulaire Hetzel

Nous nous adressons à la direction et aux fondations des Mines Paris et de PSL, aux associations et syndicats étudiants et de personnels (aux Mines : CGT, ...) afin qu'ils reprennent nationalement nos mots d'ordre et notre combat.

Nous nous engageons à ne pas faire de stage ou travailler dans les entreprises mentionnées. Nous invitons toute personne souhaitant se mobiliser à rejoindre notre combat et signer ce texte.

Le 12 novembre 2024, adopté à l'unanimité des 25 participants

La destruction de l'UNEF : un recul politique pour l'ensemble du prolétariat

L'Union Nationale des Étudiants de France (UNEF) a connu trois scissions ces six dernières années. Aujourd'hui, la plupart des étudiants n'en ont jamais entendu parler, soit parce qu'il n'existe pas de section locale sur leur campus, soit parce que celles qui subsistent se réduisent à une poignée de militants intégrés aux conseils universitaires. Depuis près de 70 ans, cette organisation incarnait pourtant la possibilité pour les étudiants d'affronter les gouvernements bourgeois pour défendre des acquis essentiels du mouvement ouvrier à l'Université. L'UNEF, comme cadre d'organisation national pour les étudiants, est aujourd'hui détruite. Les étudiants se retrouvent isolés fac par fac, école par école, divisés face à la dégradation de leurs conditions de vie et de qualification. La destruction de la « maison commune des étudiants » constitue un recul politique majeur. Il faut pleinement le mesurer afin d'élaborer une orientation révolutionnaire à l'Université

L'UNEF, une organisation qui s'est liée au mouvement ouvrier

D'abord, rappelons que la jeunesse étudiante n'est pas une classe sociale en soi. Son existence, en tant que couche issue du prolétariat et de la petite bourgeoisie, dépend largement des acquis de la lutte du prolétariat organisé. C'est à partir de ces acquis ouvriers, en termes de droit aux études et à la qualification, que l'UNEF a rompu avec le corporatisme bourgeois.

À l'origine, l'UNEF, fondée en 1907, était une organisation de type « corporatiste ». En 1946, la vague révolutionnaire de l'après-guerre se répercute au sein de l'organisation étudiante. La création de la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF), en 1948 – dans le prolongement de la Sécurité sociale, conquête révolutionnaire du prolétariat – matérialise le lien entre étudiants et ouvriers. Cependant, au sein de l'UNEF s'affrontent encore « syndicalistes » et « corporatistes ». Ces derniers, dits « majoritaires », sont liés aux partis bourgeois, à l'instar de Le Pen qui fut président de la « Corpo » de droit à Assas et participait à ce titre aux congrès de l'UNEF.

En 1957, mis en difficulté par la volonté massive des étudiants de rejeter leur conscription pour la guerre d'Algérie, les anciens « majoritaires », partisans de l'Algérie française, jettent l'éponge et scissionnent. C'est dans le cadre du combat contre la guerre d'Algérie que l'UNEF a été saisie par les étudiants algériens et français, elle va alors véritablement devenir « le syndicat étudiant », organiquement lié au mouvement ouvrier.

Après l'arrivée au pouvoir de De Gaulle, elle devient la première organisation de masse à appeler à une manifestation en solidarité avec le peuple algérien, aux côtés de la FEN, de FO et de la CFTC. Cet événement marque un tournant décisif, ancrant l'UNEF dans le mouvement ouvrier.

Ce tournant politique de l'UNEF s'opère donc grâce à la massification du milieu étudiant, à la vague révolutionnaire mondiale amorcée en 1953 et à l'intervention de militants ouvriers, notamment trotskystes, en son sein. L'UNEF s'engage alors dans la défense et l'extension des acquis étudiants (Crous, cités universitaires, restaurants

universitaires, quasi-gratuité des universités) ainsi que dans la préservation des acquis du prolétariat dont bénéficie la jeunesse populaire (accès à l'enseignement secondaire et supérieur, diplômes nationaux liés aux conventions collectives et aux concours de la fonction publique).

La décomposition de l'UNEF : le tournant de la cogestion

Après la frayeur causée par la grève générale de Mai 68, la bourgeoisie entreprend déjà de liquider l'UNEF. Pour ce faire, elle met en place la politique dite de « cogestion » des universités, instaurée par la loi Faure. Cette politique vise à associer les organisations étudiantes à la mise en œuvre des attaques contre le droit aux études, en les intégrant à des « conseils de gestion ». Ces conseils, purement consultatifs, restent sous la tutelle des cadres de l'État bourgeois.

L'objectif est d'éviter une nouvelle explosion étudiante et toute jonction avec le prolétariat, en intégrant l'appareil dirigeant de l'UNEF à la gestion universitaire, au compte de la bourgeoisie. Lors de son congrès de 1968, l'UNEF avait adopté la résolution de refuser toute participation à la cogestion capitaliste de l'université.

Après Mai 68, le PCF, le PS (PSU) et les organisations dites d'extrême gauche (LCR - ancêtre du NPA -, groupes maoïstes...) s'alignent, chacun à leur manière, sur la volonté de la bourgeoisie de liquider l'UNEF en tant que cadre d'unité politique des étudiants. Les groupes gauchistes abandonnent purement et simplement l'UNEF, sous l'égide de Cohn-Bendit et sa célèbre formule : « *Les syndicats sont des bordels et l'UNEF est une putain* ».

Le PCF maintient son intervention dans l'UNEF et tente de plonger l'organisation dans la cogestion. Mais l'organisation trotskyste de l'OCI (Organisation Communiste Internationaliste) et son organisation de jeunesse, l'AJS (Alliance des Jeunes pour le Socialisme) maintiennent, eux, le combat contre la cogestion. Les staliniens, mis en minorité, organisent une scission en 1971. L'UNEF-« Solidarité Étudiante » est alors fondée, sous la direction d'un appareil inféodé au PCF. Cette organisation s'engage pleinement dans la cogestion voulue par De Gaulle, qu'elle présente aux étudiants comme un « acquis démocratique » de Mai 68. Une rhétorique fallacieuse encore utilisée aujourd'hui par les différents appareils issus de l'UNEF (UNEF, Solidaires Étudiants, Union Étudiante...).

Parallèlement, les trotskystes de l'OCI prennent la tête de l'UNEF-US (« Unité Syndicale ») et mènent, contre la cogestion, des campagnes de boycott des conseils universitaires. Ils y opposent le combat pour l'unité de l'UNEF en dehors des conseils pour affronter nationalement les gouvernements bourgeois au côté des syndicats ouvriers (CGT, FO, FEN(FSU)). C'est alors le combat concret, à l'Université, pour le front unique ouvrier, c'est-à-dire pour l'indépendance et l'unité de classe vis-à-vis de la bourgeoisie. Appuyés sur des mouvements étudiants puissants (1976), les militants de l'OCI et de l'AJS, donnent à l'UNEF-US une place centrale.

C'est donc grâce à l'action d'une fraction politique organisée à l'échelle nationale, l'OCI, que le combat pour la défense de l'UNEF a pu être mené. Ce combat connaît un coup d'arrêt avec la décomposition de l'OCI elle-même. La direction de l'organisation, sous l'influence de Lambert, se rapproche par opportunisme des appareils du PS

et du syndicat Force Ouvrière. En 1981, en la politique de soutien au gouvernement Mitterrand de la direction lambertiste de l'OCI conduit à plonger l'UNEF-US - devenue UNEF-ID - dans la cogestion. Cette capitulation marque un tournant.

C'est sur cette base politique que les cadres du PS présents dans l'OCI, sous la direction de Cambadélis, entraînent avec eux au PS les militants de l'OCI qui dirigeaient l'UNEF-ID. La politique opportuniste de Lambert avait ouvert la voie à la corruption de certains militants, par la cogestion elle-même (détournements de fonds des caisses des mutuelles étudiants, arrêt des études pour devenir militants professionnels, clientélisme...) et par le carriérisme dans le PS. L'appareil de l'UNEF-ID tombe sous le contrôle du PS et devient une véritable école de formation pour apparatchiks, à l'image de Sophie Binet, actuelle dirigeante de la CGT, qui y a fait ses classes.

Les militants de l'OCI qui ont combattu contre ce tournant politique de soutien au gouvernement Mitterrand, contre la participation de l'UNEF à la cogestion, ont été exclus. Ceux qui ont poursuivi le combat se sont regroupés sous la direction de Stéphane Just, exclu en 1984, derrière le bulletin Combattre pour le Socialisme.

L'UNEF est malgré tout restée un moyen pour les étudiants de combattre les gouvernements bourgeois, aux côtés du prolétariat.

L'UNEF a pourtant continué de jouer un rôle crucial dans la lutte de classe comme syndicat étudiant. En 1986, sous la pression des assemblées générales étudiantes, elle organise et centralise le mouvement contre le projet de loi Devaquet. Contraint par un véritable comité de grève étudiant, l'UNEF convoque une grande manifestation devant l'Assemblée nationale. Les syndicats de l'Éducation nationale sont alors contraints, par la mort de Malik Oussekin et la répression, à rejoindre la mobilisation, tandis que la grève générale du primaire à l'ESR menace. Face à la menace de constitution d'un front unique dans l'éducation et à la centralisation du mouvement, Chirac recule et retire son projet. Mais, en l'absence d'organisation révolutionnaire organisant le combat au sein de l'UNEF, cela ne suffit pas à stopper son délitement.

Lors du combat contre le CPE (Contrat première embauche) en 2006, les étudiants tentent à nouveau de s'emparer de l'UNEF, qui joue alors un rôle essentiel dans la centralisation du mouvement vers de la grève générale des universités. Cependant, les trahisons ouvertes s'enchaînent : soutien à la loi d'autonomie des universités en 2007 malgré la mobilisation, co-écriture et appui à la loi de sélection en master de 2016, puis 18 mois de concertations sur la contre-réforme instaurant Parcoursup.

Le recul de l'influence de l'UNEF s'affirme et le nombre d'adhérents s'effondre. Sur de nombreux campus, l'UNEF a tout simplement disparu. La contradiction entre l'accompagnement des offensives de la bourgeoisie contre le droit aux études et la défense des intérêts des étudiants a conduit à la destruction de l'UNEF comme cadre d'organisation national.

Aujourd'hui, il n'y a plus de syndicat étudiant national

Après le mandat de Hollande et la répression brutale des étudiants lors du mouvement contre la loi travail de 2016, le PS perd les moyens de contrôler l'UNEF. L'UNEF ne parvient à maintenir un semblant d'appareil que grâce aux subventions de l'État bourgeois. Ces

subventions sont conditionnées à sa participation à la cogestion universitaire, à travers sa présence dans les conseils locaux (CA, CEVU) et au CNESER à l'échelle nationale (458 850 euros en 2021). La participation est devenue une question existentielle pour la direction de l'UNEF. Mais cette manne ne suffit pas : asphyxiées, les différentes fractions qui composent l'appareil de l'UNEF s'entredéchirent pour le contrôle de l'organisation. Cette lutte, menée à coups de manœuvres bureaucratiques, anéantit toute vie démocratique au sein de l'UNEF. Depuis quelques années, une série de scissions illustre cette lutte acharnée pour le contrôle des subventions de l'État. Organisées de manière étrangère au mouvement étudiant, ces scissions sont, au contraire, adossées aux dernières défaites que les étudiants ont subies.

En 2019, la défaite de Parcoursup consommée, les sections locales dirigées par les Jeunesses Communistes (JC) font scission et fondent la Fédération Syndicale Étudiante (FSE). Dans la foulée, une fraction de la tendance majoritaire de l'UNEF, proche de LFI, fait scission pour concurrencer l'UNEF aux élections du CNESER avec la liste « L'Alternative ». Ces élections déterminent la répartition des subventions de l'État : la liste « L'Alternative » agrège toutes sortes de débris locaux issus de la décomposition de l'UNEF. À Montpellier, sur une même fac, Solidaires et le SCUM, divisés devant les étudiants, se sont retrouvés unis sur cette liste.

En 2023, sous l'impulsion de LFI, une quinzaine de sections quittent l'UNEF et fusionnent avec des membres de la liste « L'Alternative » pour créer l'Union Étudiante (UE). L'UE est fondée dans le sillage de la défaite sur la contre-réforme des retraites, nous écrivons dans SouB n°1 (09/23) :

*« L'Union Étudiante est donc fondée sous l'égide de la collaboration de classe et de la défaite sur les retraites. La direction de l'UNEF, par ses méthodes mafieuses, est la première responsable de la scission pilotée par LFI. **Cette scission renforce le désarroi en nourrissant la division et réduisant encore plus la capacité des étudiants à bénéficier d'un cadre national pour leurs combats.** Le document de congrès de fondation de l'UE démontre **qu'il n'y a aucune différence entre la politique de la direction de l'UNEF et celle de l'Union Étudiante.** Les deux siègent dans les conseils de gestion, qui sont les organes locaux d'application des lois du gouvernement, et octroient des financements aux organisations qui s'y rendent. Les deux revendiquent l'allocation d'autonomie au lieu de dénoncer la volonté du gouvernement de liquider les Crous et les deux affabulent, en pleine défaite, la force de la mobilisation étudiante ! Cela, après avoir enfermé les étudiants dans les blocages d'université, sans perspective, qui ont largement participé à organiser l'impuissance des étudiants à combattre le gouvernement. »*

Dernier soubresaut en date, en 2024, quelques-unes des dernières sections de l'UNEF font scission pour créer l'UNEF-RS, un nouveau syndicat sans réelle existence nationale. Loin d'apporter la moindre clarification politique, ces divisions entre appareils participationnistes ne font qu'obscurcir davantage la situation pour les étudiants. En premier lieu, parce que ces scissions n'ont pas fourni de cadre d'organisation national alternatif aux étudiants.

En pratique, les étudiants sont soit confrontés à l'absence de syndicats, soit à ce qui leur

apparaît être des syndicats locaux en concurrence. Les sections de l'Union Étudiante affichent souvent un nom local - comme le SCUM à Montpellier. Leur adhésion au national est plus ou moins revendiquée et correspond avant tout à leur part des subventions de l'État. Les étudiants perçoivent ainsi un empilement de syndicats locaux et une mosaïque de chapelles concurrentes (UNEF, Union Étudiante, Solidaires Étudiants, FSE, UNEF-RS, CGT-Étudiante...). Il n'existe plus d'organisation qui apparaît aux étudiants à même de les centraliser nationalement contre les gouvernements bourgeois.

Le combat pour la reconstruction d'un syndicat étudiant est un combat politique

C'est en se regroupant sur une base de classe, durant la guerre d'Algérie, que les étudiants ont investi l'UNEF et en ont fait une organisation liée au mouvement ouvrier. Dans le sillage de Mai 68, l'UNEF a été défendue jusqu'au début des années 1980, en lien avec le combat de l'OCI pour la construction d'un Parti ouvrier révolutionnaire en France. Aujourd'hui, la situation politique a profondément changé. Depuis la restauration du capitalisme en URSS et en Chine, la réaction domine, le prolétariat est sur la défensive. La perspective du socialisme demeure enfouie et la monstrueuse bureaucratie stalinienne sert toujours de repoussoir. Fondamentalement, la décomposition de l'UNEF résulte du désarroi politique du prolétariat. Faute de perspective politique, les étudiants sont impuissants face aux petits appareils qui ont détruit l'UNEF.

Pourtant, l'approfondissement de la crise du capitalisme – à travers la guerre, la destruction de l'environnement et la précarisation des masses – pose avec toujours plus d'acuité une question essentielle à la jeunesse : à quelles conditions un avenir est-il possible ? C'est pourquoi il existe une recherche politique dans une fraction de la jeunesse étudiante.

Cette recherche est pour partie captée par LFI, organisation petite-bourgeoise faisant fond sur la liquidation du PC et du PS et dont le programme est la défense de l'impérialisme français (voir SouB n°2). Or l'intervention de LFI dans la jeunesse étudiante, c'est la construction de l'Union Étudiante sur le terrain de la participation et de la division, contre le combat pour la reconstruction d'un véritable syndicat étudiant. La principale raison des très modestes succès de l'UE par rapport à l'UNEF, c'est d'avoir une fraction politique, les « Jeunes insoumis », qui la structure.

Dans une moindre mesure, cette recherche existe aussi vers les groupes qui se réclament de la révolution comme le NPA, Révolution Permanente (RP) ou le PCR-TMI. Or, l'action de ces groupes est de suppléer à l'absence de couverture nationale des appareils syndicaux en ajoutant confusion et division. Ces organisations vont parfois jusqu'à créer leur propre structure, non syndicale mais participationniste, comme RP avec « Le Poing Levé », une version « gauche » de la cogestion. Mais, systématiquement, lors des tentatives de mobilisation étudiante, ces organisations se contentent de relayer le dispositif de bousilles des appareils syndicaux.. À l'image des journées d'action de type « blocage » lors de la mobilisation contre la réforme des retraites, sans hésiter à recourir aux manœuvres bureaucratiques et sectaires (voir SouB n°2).

Dans ce contexte, la reconstruction d'un syndicat étudiant, d'un cadre national capable de centraliser les étudiants aux côtés du mouvement ouvrier pour affronter les gouvernements bourgeois, ne pourra émerger que de mouvements étudiants

d'ampleur. De tels mouvements, en cherchant à se structurer nationalement, poseront concrètement la question de l'organisation et briseront la division imposée par les petits chefs étudiants, qu'ils soient corrompus ou sectaires.

En l'absence de tels mouvements, les conditions politiques actuelles ne permettent pas de faire de la reconstruction d'un syndicat étudiant un mot d'ordre immédiatement saisissable par les étudiants. La seule manière de permettre aux étudiants de s'engager dans cette perspective **est de combattre pour que les différents syndicats étudiants réalisent leur unité pour affronter les gouvernements bourgeois, au côté des organisations du mouvement ouvrier.**

Un tel combat amène les étudiants à s'opposer aux petits chefs syndicaux et politiques locaux et à leur imposer leur volonté, face à leurs guerres de chapelle. Les étudiants ont besoin d'une organisation capable de tirer les leçons politiques de ce combat ; sans cela, c'est le désarroi qui l'emporte face à la division organisée.

Ils ont besoin d'une organisation politique qui les arme théoriquement et stratégiquement, en faisant le lien entre ce combat immédiat et celui pour en finir le capitalisme, pour un gouvernement ouvrier, pour le socialisme.

C'est pourquoi, aujourd'hui, le combat pour la reconstruction d'un véritable syndicat étudiant est avant tout un combat politique. **Ce combat ne peut donc être mené efficacement qu'à partir de la construction de regroupements politiques d'étudiants, sur le terrain du combat pour le socialisme.**

C'est le combat que mène, à la hauteur de ses forces, le Cercle de Jeunes Révolutionnaires qui édite ce bulletin en inscrivant son action politique dans le combat pour la construction d'une Organisation Révolutionnaire de la Jeunesse.

Révolte en Martinique : la lutte des travailleurs antillais contre l'ordre colonial

Les émeutes en Martinique ont pris de l'ampleur dans le courant de septembre, à l'initiative du Rassemblement pour la Protection des Peuples et des Ressources Afro-Caribéens (RPPRAC). Cette association, créée en janvier 2024 par Rodrigue Petitot, Gwladys Roger et Aude Goussard, est à la tête de manifestations contre la vie chère en Martinique, depuis un appel lancé le 1er septembre 2024 sur le Grand port maritime de Martinique. Au cours des émeutes, « *des dizaines d'entreprises ont été incendiées et pillées* » (Le Monde, 12.10.2024). De nombreux affrontements ont eu lieu durant le mois de septembre dans les rues entre manifestants et forces de l'ordre. La revendication initiale est un alignement des prix des produits de consommation sur la métropole. Mais le mouvement revêt un caractère profondément anti-impérialiste, ce que la bourgeoisie ne peut tolérer. D'où une répression violente, l'envoi de CRS depuis la métropole, couplés à un dialogue social avec les organisations syndicales afin d'étouffer le mouvement dans l'œuf.

La lutte contre la vie chère, une lutte des masses martiniquaises contre le caractère colonial de l'économie aux Antilles françaises, hérité du XVIIe siècle !

Les prix gonflés et les inégalités exacerbées dans la répartition des ressources sont en effet la conséquence directe du caractère colonial de l'administration l'île, structurée depuis la colonisation en 1635 par l'économie de plantation (canne à sucre, production de rhum), permise par l'exploitation d'esclaves originaires d'Afrique de l'Ouest et déportés par la France. Alors qu'aujourd'hui encore les "békés" (descendants des colons blancs propriétaires d'esclaves, bourgeoisie endogame fondée sur l'héritage du capital et de la blancheur) ne représentent qu'**un pourcent** de la population, leur monopole agricole et industriel écrase l'économie de l'île. Ainsi « *sur les sept groupes de la grande distribution, au cœur des critiques du mouvement contre la vie chère, trois des quatre premiers sont détenus par des békés* ». (Le Monde, 12.10.2024). En 2009, les békés possédaient 52 % des terres agricoles, 50 % du commerce d'importation alimentaire, 90 % de l'industrie agroalimentaire, 40 % de la grande distribution. 40 % seulement car leur mainmise sur tous les éléments en amont dans la chaîne d'approvisionnement leur permet de fixer les prix même dans les magasins qui ne sont pas les leurs (documentaire de R. Bolzinger, 2009). CPS résumait en 2009 lors de la grève générale en Guadeloupe et en Martinique : « *Cette infime minorité capitaliste profite de sa position dans une économie soumise dès l'origine aux besoins de la métropole, et donc incapable de produire à minima ce qu'elle consomme. C'est d'ailleurs cette situation qui a abouti à l'instauration d'une prime de 40% pour les fonctionnaires, dite « prime de vie chère », prime arrachée et défendue par la grève, notamment en 1953. La remise en cause de la vie chère, c'est bien la remise en cause de l'économie coloniale sur l'île.* »

C'est le reste de la population qui fait les frais de cette économie coloniale, à savoir les descendants d'esclaves, principalement afro-caribéens, mais également en partie d'origine indienne, chinoise et levantine. Les émeutes de ces dernières semaines découlent des conditions insupportables de vie sur l'île, notamment du fait du prix des

biens de première nécessité. Les fondateurs du RPPRAC indiquent ainsi : « *Nous ne sommes que le visage de la grogne générale contre la vie chère* ». En effet, le prix des produits alimentaires y est en moyenne 40 % plus élevé qu'en France (Insee) avec des variations pouvant atteindre +150 %, comme c'est le cas pour les pâtes, tandis que le salaire médian y est 30 % inférieur. Selon l'INSEE en 2023, en Martinique, 27 % de la population régionale est sous le seuil de pauvreté, ce qui touche 32 % des enfants. Ce taux de pauvreté est près de deux fois supérieur au taux métropolitain (14,4 %). Les ménages pauvres martiniquais en sont réduits à compter massivement sur les prestations sociales, à hauteur de 41% de leur revenu total, contre seulement 21% pour leur revenu d'activité.

C'est ainsi par la violence coloniale la plus brute que s'affirme l'impérialisme français dans une zone économique stratégique, en particulier pour l'exportation de produits pétroliers raffinés (qui représentent en 2023 selon l'Insee 50 % des exportations martiniquaises vers la métropole, devant les bananes !). L'impérialisme français, qui se sait en faillite (rupture des relations avec l'Algérie suite à la reconnaissance par Macron de l'autorité du Maroc sur le Sahara occidental, retrait des troupes au Sahel, insurrection en Kanaky), trouve son compte à laisser les békés régner en maîtres sur l'île : premièrement, ne pas s'imposer dans ces petites îles serait montrer l'étendue de sa faiblesse aux yeux du monde ; deuxièmement, il trouve aussi son intérêt dans l'exploitation de leurs marchés, via ses taxes et l'accès à des ressources agricoles introuvables en métropole. Parmi ces taxes, l'une des plus scélérates est l'octroi de mer, taxe à l'import créée par Louis XIV en 1670 et censée aujourd'hui favoriser l'activité locale. Actuellement, du fait des monopoles et de la dépendance structurelle de ce territoire à la métropole, cette taxe vient simplement gonfler encore le prix des produits de consommation tout en donnant un prétexte de plus aux industriels locaux pour élargir leurs marges. Cette taxe a initialement été instaurée pour que l'État tire profit de ces colonies, et aujourd'hui lui permet de se décharger d'une partie des frais de l'administration locale sur le dos des habitants, et représente aujourd'hui « une manne équivalant quasiment à **un tiers** des recettes des communes ultra-marines » (L'Express, 22 octobre 2024).

Dans le cadre du budget Barnier, depuis balayé par la motion de censure de décembre 2024, il était prévu d'amputer de 10 % soit de 300 millions le budget des Outre-Mer. Le logement social et le budget des académies (avec de nombreuses fermetures de classes) étaient les secteurs à amputer, alors même que 64 % des fonds de la mission Outre-mer devaient revenir aux entreprises, pour les exonérations de charges notamment.

Cette situation insupportable pour les masses les avait déjà conduites à organiser des manifestations de grande ampleur, notamment en 2009, conjointement en Guadeloupe et en Martinique. Les revendications ouvrières apparaissent clairement : pouvoir d'achat, augmentation des salaires et des minimas sociaux, gel des loyers et baisse du prix des produits de première nécessité. La répression menée par l'État français prend alors deux visages, celui de la négociation via un secrétaire d'État dépêché sur place, et celui de la répression armée et l'envoi de CRS en Guadeloupe. Si les grévistes parviennent à infliger des reculs majeurs au gouvernement et aux organisations patronales, les obligeant à passer à la caisse, les acquis de 2009 sont fragiles et apparaissent déjà à l'époque

comme une concession douloureuse pour le patronat, mais sur laquelle il n'hésitera à revenir dès que la situation le permettra. Et alors que ce mouvement et ses acquis aurait dû bénéficier du soutien concret de la part des organisations métropolitaines, qui auraient dû se prononcer pour le retrait des troupes armées, contre la répression, et inconditionnellement du côté des masses travailleuses d'outre-mer, celles-ci brillèrent par leur silence. Encore une fois, les directions des organisations syndicales refusèrent de lutter sur leur sol contre leur propre impérialisme, dans l'intérêt des masses.

La répression comme seule réponse aux émeutes et aux revendications portées par le RPPRAC de la part du pouvoir colonial

Cette fois, les protestations débutent le 1er septembre 2024. Après que des manifestants ont été délogés par les forces de l'ordre aux abords du port à renfort de gaz lacrymogène, les premiers heurts éclatent à Fort-de-France dans la nuit du 2 au 3 septembre. Six policiers sont légèrement blessés par des tirs d'armes à feu et des jets de projectiles. Par la suite, des opérations locales qui évitent l'affrontement violent et direct avec le pouvoir en place sont initiées : opérations escargot, caddies abandonnés aux caisses des supermarchés....

Le 5 septembre, une table ronde est organisée en urgence par le préfet de Martinique, Bouvier, avec le RPPRAC, les gérants de la grande distribution et les responsables politiques locaux. Le RPPRAC consent à la discussion et demande qu'elle soit diffusée en direct, ce qui lui est refusé, après quoi il rompt les négociations. Une offre de baisse de 20 % sur les produits de première nécessité est pourtant avancée, mais avec une aisance démontrant l'ampleur de la captation menée par les békés, qui se cachent habituellement derrière le coût du transport et l'octroi de mer pour justifier leurs prix. Notons que cet accord n'a pas été improvisé et était déjà élaboré en 2023, nous l'aborderons plus loin. Les békés savent très bien qu'il est bien plus dans leurs intérêts de souffrir d'une légère perte de revenus (qui ne remettra pas en cause leur mainmise sur l'île) que de laisser la situation continuer à s'embraser. Le 12 septembre, le même scénario se reproduit. Le 18, un couvre-feu est instauré autour des zones portuaires et des axes routiers de Fort-de-France et du Lamentin

La répression prend tout son caractère colonial lorsque le 21 septembre, la huitième Compagnie Républicaine de Sécurité (CRS), une unité spécialisée dans la lutte contre les violences urbaines, est dépêchée sur place depuis la métropole. On le rappelle, l'unité CRS8, a été créée en 2021 par l'infâme Darmanin, et a notamment été déployée en 2023 à Mayotte pour l'opération Wuambushu, puis à Marseille pour le contrôle du trafic de drogue. Un manifestant déclare : « *Tout se passait dans le calme jusqu'à ce qu'on nous gaze et qu'on nous envoie les CRS. C'est juste de la provoc', les autorités et le préfet ont mis de l'huile sur le feu, il ne faut pas s'étonner qu'on réponde derrière* » (Libération, 13.10.2024). C'est la première fois depuis les émeutes de 1959 (affrontements armés entre les CRS et la population durant lesquels 3 Martiniquais trouvent la mort) qu'une compagnie de CRS est envoyée sur l'île : c'est donc la réponse violente d'un impérialisme qui voit remise en cause sa domination sur un territoire qu'il appelait encore jusqu'il y a moins d'un siècle une colonie. Un manifestant est tué le 9 octobre. Le 10, le couvre-feu est étendu par le préfet à tout le territoire de la Martinique, en

réponse à l'invasion des pistes de l'aéroport de Fort-de-France suite à des rumeurs de l'envoi de nouveaux CRS depuis la métropole. La nuit du 10 au 11 octobre, des entreprises sont incendiées.

Finalement, le 16 octobre, un accord est signé par toutes les parties sauf le RPPRAC, accord qui convient d'une baisse de 20 % du prix de 6 000 produits (tandis que la liste du RPPRAC en comptait 40 000), ainsi que d'une suppression de la TVA sur certains produits jusqu'en 2027. Il est toutefois à noter que cette baisse de 20 % avait déjà été envisagée en 2023, et préconisée notamment par Bernard Hayot, qui n'est autre que... le patron de la grande distribution en Martinique lui-même ! Sa concrétisation en 2024 n'est donc pas une défaite pour le patronat, mais une accélération de ses propres manœuvres. Si Hayot proposait de mettre cela en place, c'était en faisant payer plus aux armateurs et en réduisant l'octroi de mer, et en mentionnant que les distributeurs **s'engageraient** à répercuter cela sur leurs prix. Mais comme on le sait, les promesses n'engagent personne d'autre que ceux qui y croient.

Faisant fi de ces annonces, qui ne résolvent rien pour les masses, le RPPRAC annonce le 19 octobre la reprise des blocages. La situation reste extrêmement tendue sur toute la fin du mois d'octobre, les manifestants et même les passants sont interpellés, un homme meurt. Le couvre-feu est levé totalement le 5 novembre, mais les services de l'État précisent que le préfet de la Martinique est « *déterminé, si la situation l'exige, à réintroduire ces mesures de police* » (France Info, 04.11.2024). Le 21 novembre, trois partisans du RPPRAC dont sa trésorière sont arrêtés pour s'être introduits dans la résidence du préfet et sont relâchés dans la soirée ; l'un d'entre eux est envoyé à l'hôpital.

Fin novembre, Petitot est de nouveau arrêté et, après avoir fait appel de sa condamnation pour « intimidation » (France Info, 03.12.24), il est placé en détention provisoire en décembre pour ces mêmes chefs d'accusation, ainsi qu'au prétexte d'avoir résisté lors de son interpellation. Il a été condamné le 24 janvier à un an de prison avec sursis, sursis qui constitue une intimidation claire de l'État colonial à son endroit : « collabore ou tu finiras prisonnier politique. »

Le dialogue social : porte de sortie pour les trusts békés, les appareils locaux et métropolitains pour se dérober à la question du retrait de l'administration coloniale.

Le communiqué de la CGT Martinique du 10 octobre, signé par un certain nombre de sections syndicales et d'organisations politiques, appelait au retrait immédiat (à l'époque) des CRS mais également à des négociations gouvernementales pour sortir de l'impasse. Or, ces négociations sont l'impasse. Isolé, le prolétariat martiniquais n'a aucune chance face à la répression coloniale de l'État français ; il est vital pour lui que le prolétariat métropolitain et ses organisations lui viennent en aide. Il lui faut pour cela surmonter l'obstacle que constituent les directions syndicales, qui embourbent les masses métropolitaines en posant comme unique issue des doléances impuissantes adressées au gouvernement colonial lui-même. La requête présentée par la CGT au gouvernement le 26 septembre en est un exemple frappant.

Les centrales syndicales locales elles aussi se défont de leur responsabilité malgré l'appel du RPPRAC pour un front uni. Jean-Pierre Jean-Louis, secrétaire général de FO santé déclarait : « *FO Santé se désolidarise à son tour du RPPRAC, à la suite des*

déclarations de leurs représentants sur les réseaux sociaux concernant les syndicats, même si le sujet est plus que justifié sur le fond. ». Eric Picot, ex-secrétaire de la CFDT allait dans le même sens: « *Il est évident que cela nous rend très mal à l'aise quand on dit que les syndicats n'ont rien fait pour lutter contre la vie chère. Or, je peux vous assurer que nous avons beaucoup poussé sur le sujet en 2009, ce que certains n'ont pas compris. Aujourd'hui, des citoyens ont entrepris autre chose contre la baisse des prix, fort bien (...). Maintenant c'est peut-être dans la façon d'être et de dire qu'il y a un problème. Donc la CFDT se contente pour le moment d'observer* ».

Les partis locaux sont aussi à évoquer, à commencer par le PPM (parti progressiste martiniquais), fondé en 1958 notamment par Aimé Césaire, et qui se réclame dans ses statuts du socialisme et de l'anti-colonialisme ; mais dès son congrès de fondation, Aimé Césaire déclarait : « Le Parti progressiste martiniquais pourrait proposer la transformation des départements d'outre-mer en régions fédérales. Si nous faisons cela nous aurons réussi à allier notre double souci de rester liés à la France et d'être de bons Martiniquais ». **Quel anticolonialisme est possible en suivant l'objectif d'être bon martiniquais sous la domination de l'État colonisateur ?** Le parti est aujourd'hui apparenté au parti socialiste et lui apporte régulièrement son soutien, ancrant dans la longueur son action concrète dans la cogestion coloniale et n'offrant que ce mirage comme horizon aux martiniquais. Le contraste flagrant entre la situation que vivent les martiniquais et ces propositions politiques mènent à l'éruption de la multitude d'initiatives citoyennes, d'organisations éphémères et de révoltes. La prise de position du PPM le 25 septembre traduit bien ce contraste, se concluant par cet appel à la jeunesse : « Restez chez vous le soir, ne provoquez personne, manifestez pacifiquement si vous le voulez, c'est le meilleur moyen de vous faire entendre. » Ainsi, les éruptions comme celles de l'automne 2024 ne manquent généralement pas de force, mais sans organisation ouvrière contrôlée par sa base pour leur offrir un cadre d'organisation, ces éruptions ne connaîtront pas de lendemains.

En métropole, on peut énumérer beaucoup de positions vagues ou tenant de la pétition de principe. Les deux NPA parlent d'une nécessaire mobilisation de l'ensemble des travailleurs, sans préciser que l'organisation de cette mobilisation ne peut se faire que via les syndicats et donc en combattant leurs directions. La CGT demande à en finir avec la répression sans beaucoup plus de développement. Révolution Permanente la complète en y ajoutant la nécessité de construire «un grand mouvement» en solidarité avec la Martinique, sans en préciser les moyens. Se saisir de mobilisations locales comme celle de la diaspora martiniquaise de Bordeaux aurait pu servir de base pour un élan plus large, les organisations de la métropole ont refusé cette opportunité.

Enfin, le parti ayant récolté la majorité des voix aux législatives de 2024 sur l'île est le très jeune parti Péyi-A. Dans la roue de LFI, ce parti a bénéficié de l'investiture NFP, ce qui explique grandement ce score. Or la position de Jean-Luc Mélenchon est des plus problématiques. Le 4 octobre, dans une conférence intitulée « Budget, censure, destitution : à quoi faut-il se préparer ? », il présente les problèmes qui traversent la Guyane, la Guadeloupe, Mayotte, et la Martinique comme « une crise de l'unité nationale » pour une France qui n'est « plus un État unitaire ». Il explique en somme que si la France traitait bien ses colonies, si on pouvait «respecter les besoins vitaux de la population »

en Martinique (post sur X, 19.09.2024), alors la domination française sur ces territoires et leurs habitants serait légitime et que la France pourrait en être fière. Détail qui n'en est pas un quand on discute de la ligne de LFI, il a mené cette conférence au côté de deux drapeaux, celui de la France et de l'ONU. Or le droit international de l'ONU, c'est justement le droit des puissances impérialistes, celui qui reconnaît les Antilles comme un territoire français.

Seule la révolution pourra émanciper les masses caribéennes opprimées par la réalisation des États socialistes des Caraïbes. En France, l'internationalisme prolétarien exige de combattre pour que les organisations syndicales se prononcent inconditionnellement du côté des masses martiniquaises :

- Dirigeants politiques et syndicaux, prenez position inconditionnellement du côté du peuple martiniquais !

- Libération immédiate des prisonniers politiques coloniaux et arrêt de la répression judiciaire !

- Aucun dialogue avec le gouvernement de l'État colonial !

- Exigez le retrait immédiat de toutes les forces de répression de Martinique !

Algérie : Les leçons de la grève nationale des étudiants en médecine

Le CJR publie un article paru sur le site Maghreb Socialiste le 17/02/25

Depuis plusieurs mois, les étudiants en médecine d'Algérie se sont mis en grève à l'échelle nationale, avec occupation des campus, sit-in et d'imposantes manifestations dans les principales facultés de médecine du pays (Alger, Oran, Constantine, Sétif et Annaba...). Ils revendiquent une augmentation du nombre de postes en résidanat, l'homologation de leurs diplômes pour une reconnaissance internationale, une amélioration des conditions d'encadrement et de formation dans les centres hospitalo-universitaires (CHU), ainsi que des garanties d'emploi après leur formation.

Cette mobilisation s'est étendue aux médecins résidents, en grève également, mais aussi aux étudiants des Ecoles normales Supérieures, qui observent une grève nationale depuis plus de 3 semaines.

Dans la dernière décade de janvier dernier, une grève spontanée qui débute dans quelques lycées de grandes villes, s'étend au reste du pays, ce qui a provoqué une panique manifeste au Ministère de l'Education nationale auquel pourtant les dirigeants syndicaux du secteur et ceux de la Fédération des associations de parents d'élèves avaient apporté leur soutien contre l'audace des lycéens... La presse note qu'à « Alger, les lycéens se rassemblent devant leurs établissements, mais dans d'autres wilayas, comme Bejaïa, Sétif ou Biskra, ils ont manifesté dans la rue. », tandis que, par exemple à Bejaïa, les responsables du SNTE (Syndicat national des travailleurs de l'éducation) et du Cnapeste (Conseil national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique), appelaient les lycéens « à rentrer en classe » et même « à identifier les instigateurs de ce mouvement ». Quant aux associations de parents, elles n'ont pas hésité à parler de « protestations suspectes », et de « déstabilisation » orchestrées sur les réseaux sociaux...

La mobilisation des jeunes a de quoi inquiéter le gouvernement. Car elle a pour cause des revendications légitimes pour l'amélioration de leurs conditions matérielles d'études et pour obtenir des garanties concernant leur avenir professionnel. Or ces revendications se heurtent directement aux réformes dictées par la feuille de route de Tebboune. D'une manière plus générale, cette mobilisation démontre que, confrontées à des conditions matérielles d'existence de plus en plus précaires, les masses, le prolétariat et la jeunesse, n'ont pas d'autre alternative que de combattre, même dans ces conditions des plus défavorables.

Un combat dans des conditions difficiles

Car le paradoxe de la situation actuelle réside dans le fait que ces mobilisations de la jeunesse lycéenne et étudiante ont lieu dans des conditions politiques difficiles, où le rapport des forces entre la classe ouvrière et la classe capitaliste et son gouvernement bourgeois est largement favorable à la classe bourgeoise aux commandes de toutes les institutions et à son Etat militaro-policié.

Depuis l'enterrement du Hirak suite à l'élection de Tebboune en décembre 2019 – qui,

écrivions-nous dans Maghreb socialiste, « a fait l'effet d'un rouleau compresseur sur les masses, conduisant au démantèlement méthodique de toute entrave au pillage économique à travers les privatisations, la livraison de ce qui relevait du domaine public aux appétits des puissances impérialistes » - le prolétariat et la jeunesse d'Algérie ont essuyé de nombreuses et cuisantes défaites, au terme de difficiles mobilisations, comme dans l'Education nationale, ou parfois pratiquement sans aucun combat, comme lors du vote par le Parlement des lois antisyndicales et antigrèves en février 2023. La réélection de Tebboune pour un deuxième mandat sans aucun accroc, en septembre 2024, ne faisait que confirmer et amplifier cette situation, alors que les conditions matérielles d'existence des plus larges masses ne cessent de se détériorer (voir nos articles du 27 octobre 2023, et des 4 juin et 26 septembre 2024 sur le site Maghreb socialiste).

A ce constat, s'ajoute une répression grandissante, permanente. Militants, journalistes, jeunes, simples utilisateurs des réseaux sociaux sont victimes de nouvelles dispositions prévues par le nouveau code pénal adopté en mai 2024, quelques mois avant l'élection présidentielle. De nombreuses figures du Hirak croupissent en prison ou ont dû s'exiler. La plupart des manifestations sont interdites, réprimées. Pendant ce temps, un nouveau décret signé par Tebboune autorise les officiers à « occuper certaines fonctions supérieures de l'État au sein des secteurs stratégiques et sensibles en termes de souveraineté et d'intérêts vitaux pour le pays »... Un cadeau supplémentaire pour les généraux qui exercent partout leur contrôle...

Dans la semaine qui a suivi la rencontre du 19 octobre 2024 entre le **ministre Baddari et les pseudo « représentants des étudiants des différentes facultés de sciences médicales »** (voir plus loin), sur instruction du même ministre, les doyens des universités ont saisi les cours de justice locales qui n'ont pas manqué de déclarer les grèves illégales avec pour corollaire une véritable chasse à l'homme dans les campus menée contre les organisateurs de la grève menacés alors d'être exclus de l'université. Sur le coup, cela a eu pour effet d'accentuer la colère et de renforcé la mobilisation dans la plupart des universités, mais force est de constater qu'avec le temps, ces mesures répressives ont joué en faveur de la démobilisation.

Tout récemment, Charaf Eddine Talhaoui, le représentant des étudiants en médecine en grève de la faculté de médecine de Tlemcen, a été interpellé et incarcéré dimanche 2 février 2025. L'étudiant a été arrêté le 28 janvier 2025, devant la résidence universitaire de Tlemcen, et selon ses camarades qui ont relayé l'information sur les réseaux sociaux, « *des individus en tenue civile à bord de trois véhicules ont emmené Charaf Eddine Talhaoui* ». Sa famille est restée sans nouvelles de lui pendant cinq jours.

Tel est le contexte dans la grève des étudiants en médecine puis celle des lycéens se sont déclenchées. Et cela est d'autant plus remarquable, que l'Algérie ne fait pas exception. A l'échelle internationale, on ne peut que constater les reculs de la classe ouvrière, avec pour cause première la politique des directions traîtres du mouvement ouvrier.

Dans quasiment tous les pays, les gouvernements au service de la bourgeoisie en crise s'en prennent de manière systématique aux acquis sociaux et politiques de la classe ouvrière et de sa partie la plus faible, les travailleurs immigrés, des coups qui

s'accompagnent de budgets militaires et de répression en augmentation, quand ce n'est pas à une économie de guerre.

La récente élection de Trump aux États-Unis, avec Musk comme bras droit, et les premiers décrets pris par leur administration, en sont l'expression la plus violente : chasse aux immigrés, attaques contre les libertés démocratiques et syndicales, contre le droit de grève, contre les conditions d'existence des masses.

« *Sans tabou* », Trump ne vient-il pas de déclarer qu'il souhaite « *prendre le contrôle de Gaza* », où les morts et les blessés se comptent par centaines de milliers, où les bâtiments, hôpitaux, écoles sont détruits à 90% après la guerre génocidaire qu'y mène l'entité sioniste raciste depuis plus d'un an, pour « *le nettoyer de sa population* » (juste « une expression malheureuse » pour Tebboune dans sa récente interview) et favoriser ainsi le projet sioniste de « grand Israël » ? Dans cette logique, Trump vient d'apporter son soutien aux colons meurtriers et encourage l'annexion de ce qu'il reste des territoires occupés de Cisjordanie...

La mobilisation des étudiants de médecine vient de loin

Mais il faut le constater, la mobilisation des étudiants en médecine vient de loin. Déjà en 2017, « *les étudiants de médecine dentaire de l'université de Tizi-Ouzou (...) une grève de la faim illimitée. (...) Ce mouvement (...) est suivi également dans sept des neuf départements de médecine dentaire du pays* », indiquait Le Matin du 12 mars 2017.

Le 7 janvier 2018, 500 médecins-résidents se rassemblaient dans l'hôpital Moustapha Bacha à Alger, le plus important de la capitale, pour l'abrogation du service civil et militaire. Depuis deux mois, les médecins-résidents étaient en grève générale. Ils manifestaient aussi dans les rues de Constantine avec la même revendication. En mars de la même année, rapporte le journal La relève en date du 28 mars 2018, « *les médecins généralistes ont été rejoints par des étudiants en médecine et des spécialistes de plusieurs hôpitaux dans leur mouvement entamé voilà quatre mois à Alger et dans d'autres grandes villes du pays. Le porte-parole des grévistes, Mohammed Toualeb, a déclaré que "nos collègues étudiants et nos collègues spécialistes ont décidé d'exprimer leur soutien en rejoignant la grève", notant que "le gouvernement est incapable de répondre à nos demandes"* ».

Maghreb socialiste pour sa part, sur notre site, en rendait compte de la manière suivante le 10 janvier 2018 :

« (...) *des manifestations ont éclaté dans plusieurs villes, en Kabylie mais aussi jusques dans les banlieues d'Alger contre la loi des finances et ses conséquences immédiates. Certaines ont donné lieu à une répression féroce. Des grèves se développent dans de nombreux secteurs, chez les médecins-résidents, dans les lycées, les universités... Personne ne doute de la volonté des travailleurs et des jeunes de combattre cette politique malgré les intimidations et les obstacles (...) Les récentes manifestations des médecins-résidents à Alger, Constantine ou Oran, entre autres, l'ont montré. Malgré la répression, leur grève et leur manifestation dans les grandes villes du pays se renforcent. D'autres corporations, comme les enseignants-chercheurs hospitalo-universitaires cherchent à se joindre à leur mouvement. Les grèves se multiplient partout dans le pays, dans tous les domaines. (...)* »

Le prolétariat, la jeunesse dans son ensemble se levaient contre l'état bourgeois militaro-policiier, contre le 5e mandat, un mouvement révolutionnaire prolétarien, le Hirak, qui devait aboutir au renversement de Bouteflika et qui trouvait un écho dans le prolétariat et la jeunesse à l'échelle de tout le Maghreb et du monde entier.

Les étudiants allaient jouer un rôle d'avant-garde majeur au compte de la classe ouvrière jusqu'au bord du déclenchement de la grève générale, pour « *en finir avec le régime* », comme le proclamaient les manifestants chaque semaine, une perspective entravée, combattue par tous les appareils traîtres, petits et grands, piliers des institutions (partis politiques du pouvoir, organisations de la magistrature, la centrale UGTA...), toutes les chaînes de radio et de télévisions ouvrant leurs antennes à des « experts » pour combattre la grève générale qui risquait « d'affamer les populations ». La prétendue opposition liguée dans une coalition comprenant des organisations dites d'extrême gauche (PT et PST) s'opposait aussi à la perspective de la grève générale au nom d'un « processus constituant » (se reporter aux nombreux articles de *Maghreb socialiste* de 2019 qui en faisaient la démonstration en détail).

Les étudiants de médecine ne lâchent pas leurs revendications, la grève déferle...

Pourtant, les étudiants en médecine n'ont pas baissé les bras, indiquant par-là l'état d'esprit des masses. Le 19 octobre 2024, leur grève nationale, à l'appel du Collectif national des étudiants en sciences médicales, est si bien suivie, que la presse est bien obligée de rendre compte. Sous le titre : « *Grève générale des étudiants en médecine : Des revendications claires* » *Algérie 360* du 16 octobre 2024 commente : « *Aujourd'hui, les étudiants en sciences médicales ont décidé d'entamer une grève générale accompagnée de manifestations à travers plusieurs villes d'Algérie. Les étudiants ont initié ce mouvement suite à une accumulation de frustrations liées aux conditions déplorables de formation, aux faibles perspectives d'emploi, ainsi qu'à la précarité des bourses et des stages. À travers cette mobilisation, ils visent à obtenir (...) un meilleur encadrement, des conditions de travail décentes et un avenir professionnel plus prometteur.*

Des revendications multiples et urgentes (...) En conclusion, les étudiants en sciences médicales annoncent leur détermination à poursuivre leur mouvement de grève tant que des solutions concrètes ne seront pas apportées. (...) Ainsi, ce mouvement traduit non seulement une demande de reconnaissance, mais aussi un appel à des conditions de formation et d'emploi décentes pour assurer l'avenir de la santé publique en Algérie ».

Le lendemain, *El Watan* du 17 octobre en rajoute : « *Les étudiants des différentes branches des sciences médicales ont entamé, hier, une grève ouverte. L'objectif : "Exprimer leur mécontentement face à plusieurs problématiques persistantes affectant leur formation et leur avenir professionnel", indique le communiqué du Caucus national des étudiants en sciences médicales, initiateur de la grève.* »

Devant l'ampleur de la mobilisation étudiante, le Ministre de tutelle, Baddari, rencontre dès le 19 octobre les « représentants des étudiants des différentes facultés de sciences médicales ». Les choses vont vite... En en rendant compte, le Quotidien d'Oran indique : « *Le communiqué précise, par ailleurs, que "les préoccupations soulevées par les représentants des étudiants des facultés des Sciences médicales ont été prises en*

charge au niveau local, en fixant la date du 27 octobre comme dernier délai pour le lancement des travaux des différents groupes de travail formés pour la prise en charge des doléances des étudiants ”.

Pourtant, contrairement aux titres de la presse des 19 et 20 octobre qui prétendaient que Baddari avait désamorcé la crise grâce à la rencontre organisée le samedi 19 octobre, la mobilisation se renforçait, d'une part parce qu'aucune des revendications n'était satisfaite, d'autre part parce que les « représentants étudiants » de la rencontre n'étaient pas ceux des étudiants (voir plus loin) !

Ainsi, le *Jeune indépendant* du 21 octobre déclare : « *Le mouvement de grève des étudiants en sciences médicales, entamé depuis le 16 octobre, se poursuit malgré les efforts du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique pour calmer les esprits. Cette situation a fait réagir des syndicats du secteur, qui ont exprimé leur solidarité et leur soutien aux revendications « légitimes » soulevées par les grévistes.* »

Grève, occupation des campus, manifestations et sit-in, les lives quotidiens sur Facebook montrent d'une manière indéniable que la mobilisation est d'une ampleur considérable. Ce sont des centaines et des centaines d'étudiants et étudiantes qui déferlent à Oran, Tlemcen, Béchar, Saïda, Belabbes, Relzane, Chleff, Blida, Médéa, Alger, Boumerdes, Djelfa, Laghouat, toutes les facultés de médecine du Sud, Biskra, Batna, Constantine, Annaba, El Tarf, Jijel, Skikda, Bedjaia, Bouira, Tizi Ouzou... pour ne citer que celle où des groupes de discussion et d'échange ont été constitués sur les réseaux sociaux, Facebook, Instagram ou Tiktok.

Le 5 décembre, alors qu'une campagne médiatique forcenée est déclenchée pour faire croire au fléchissement du mouvement suite à une deuxième « rencontre » tutelle/étudiants, le collectif de l'université de Sétif rend compte dans le détail des votes par année comme suit :

1ères années : 1 155/1994 votes ; 70,1% pour la continuité de la grève, 29,9 % contre ;
2e années : 938/1 204 votes ; 92,8% pour la continuité de la grève, 7,2 % contre ;
3e années : 83% pour la continuité de la grève, 17% contre ;
4e années : 86% pour la continuité de la grève, 14% contre.
5e années : 66,7 % pour la continuité de la grève, 33,3 % contre.
6e années : 72,1 % pour la continuité de la grève, 27,9 % contre.
7e années : 37,5 % pour la continuité de la grève, 62,5 % contre.

Le 7 décembre 2024, les étudiants de la faculté de Tlemcen entamaient leur 7e semaine de grève totale...

A l'apogée de la grève nationale, fin décembre, une consultation générale est organisée par les collectifs d'étudiants. Elle touche 30 000 étudiants, 85 % d'entre eux se prononcent pour la poursuite de la grève.

...mais les étudiants ne parviennent pas à imposer la satisfaction de leurs revendications du fait de la politique traître des appareils syndicaux des centrales UGTA et CSA

En dépit de la ténacité et la mobilisation des étudiants, aucune de leurs revendications n'a été satisfaite. Bien au contraire, les mesures présentées comme des réponses ne sont en fait que l'application du plan de réformes engagées par la feuille de route de Tebboune... Voilà le résultat, le produit du dialogue entre Baddari et les pseudo « représentants étudiants », d'une part, et les dirigeants syndicaux d'autre part.

Outre que les étudiants en médecine ont été maintenus isolés par la politique traître de toutes les directions syndicales, ces dernières n'ont eu de cesse de mettre en avant une politique « de dialogue et de concertation » avec les tutelles du gouvernement, s'opposant continuellement au combat résolu des étudiants mobilisés par la grève et le rassemblement sur la base de revendications claires et précises portées par leurs représentants à la base.

Ainsi par exemple, la Fédération nationale de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique (FNESRS-UGTA) n'a pas manqué de se positionner en porte-à-faux du mouvement des étudiants en médecine. Un communiqué de cette organisation, repris par la presse, indique qu'elle « *a salué l'effort de dialogue déployé par le ministre de l'Enseignement supérieur, qui s'est empressé de répondre positivement... (...) Elle a également lancé un appel aux étudiants grévistes pour reprendre normalement les cours* » (Le Jeune Indépendant, le 22 octobre 2024).

La FNESRS-UGTA s'est opposée d'entrée au recours à la grève, au nom du « *dialogue* » : « (...) *la nécessité d'adhérer au principe du dialogue et d'exercer un esprit de consultation sage.* » En clair, se placer du côté du pouvoir. Et on a vu le résultat du dialogue avec Baddari : aucune revendication des étudiants n'a été satisfaite.

Autre exemple du côté du SNPSSP (Syndicat national des praticiens spécialistes de santé publique). Dans une déclaration au *Quotidien d'Oran* rapportée dans l'édition du 21 octobre 2024, on apprend du « *Dr Mohamed Iddir, président du Syndicat, [que] cette question a besoin d'une "réflexion stratégique" et d'un "piloteage stratégique impliquant le ministère de la Santé"* ».

En couverture de la tutelle, il considérera plus loin dans cet article que créer de nouvelles structures au profit des facultés de médecine, aura pour conséquence de recevoir encore plus d'étudiants, donc « générer plus d'excédent » et donc plus de candidats à la fuite vers l'étranger !

Quant au SNPSP (Syndicat national des praticiens de la santé publique), présidé par le Dr Lyès Merabet, il précise, selon le *Jeune indépendant* du 21 octobre, « *qu'il n'a pas l'intention de représenter les étudiants grévistes, mais souhaitait plutôt participer à l'élaboration de solutions pérennes pour atténuer les conséquences de la crise actuelle* », tout en ajoutant qu'il « *déplore toutefois son exclusion des discussions autour des réformes de la formation médicale, bien qu'il représente les praticiens du secteur public.* » Tous prétendent au « dialogue » et à donner leurs conseils au pouvoir. Ainsi, le président de ce syndicat faisait remarquer le 20 octobre, toujours dans le même

organe de presse, « *qu'augmenter le nombre de postes de résidanat de 1 000 était une bonne chose* » (après que Baddari a pris la décision d'augmenter le nombre de postes de recrutement lors des concours de spécialisation à 4 045 au lieu de 3 045), soutenant ainsi la décision du Ministre, loin d'être satisfaisante aux yeux des étudiants.

Le journal ajoute : « *Concernant la question de l'authentification des diplômes et de la certification, qui semblent être "un point de tension majeur", le Dr Merabet a rappelé que son syndicat avait auparavant décrié la décision du gel, car seul le corps médical est concerné.* » Autrement dit, ce gel de la certification des diplômes aurait été acceptable s'il avait été appliqué à toutes les disciplines !

Le bureaucrate a par ailleurs regretté « *de ne pas être associé dans le processus de réforme qui a touché les études médicales, à travers notamment la création d'annexes et autres facultés de médecine. Là encore, le Dr Merabet a affirmé qu'il faut respecter des normes bien précises si l'on veut lancer des études médicales, et cela ne peut être concrétisé, a-t-il expliqué, si les terrains de stages ne sont pas disponibles et si les encadreurs sont en nombre insuffisant.* »

Ainsi ils volent tous au secours de Tebboune-Baddari pour évacuer la responsabilité directe de ce dernier en argumentant encore que « *visiblement il y a un décalage entre la production des médecins et les capacités à les faire travailler sur le terrain* ».

Enfin, précisons que les prétendus « représentants étudiants » reçus à deux reprises par Baddari sont des dirigeants des appareils syndicaux d'organisations satellites du pouvoir et des partis officiels. A ce titre, ils ont été rejetés par les grévistes qui exigeaient du Ministère de recevoir leurs vrais représentants, porteurs de leurs revendications. Sur tous les réseaux sociaux les commentaires ont pullulé pour dénoncer ces « représentants » et réclamer que leurs représentants, issus des Assemblées générales, porteurs de leurs revendications soient pris en compte.

Un pas de plus dans la mise en œuvre des réformes

Les réformes et mesures gouvernementales à l'université ont pour objectif d'exclure la grande majorité des classes exploitées du droit aux études et aux diplômes universitaires. Elles ont pour axe fondamental de répondre aux besoins du système capitaliste. A la base de ces besoins, il s'agit pour les patrons, les cartels et les multinationales de réduire toujours plus le coût du travail.

Pour ce faire, plusieurs critères sont utilisés sous différents vocables : flexibilité de l'emploi, uniformisation des formations, polyvalence, harmonisation des diplômes et autres concepts... ; il s'agit chaque fois de dévaloriser les diplômes et les qualifications afin d'obtenir une main d'œuvre malléable et corvéable à merci.

Plus la crise du capital due à la surproduction et la concurrence s'approfondie, plus les capitalistes et leurs représentants qui gouvernent ont pour obligation de porter des coups contre les salariés et la jeunesse pour les asservir à leur course au profit.

Après avoir imposé le LMD (licence, master, doctorat) qui correspondait aux besoins de l'impérialisme il y a un peu plus d'une dizaine d'années, il s'agit maintenant d'aller encore plus loin pour dévaloriser les diplômes. D'ailleurs, avec l'instauration de l'obligation de start-up au terme d'un cycle universitaire (après la signature d'une convention de

partenariat entre le ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises et le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, portant création de startups en milieu universitaire), c'est la remise en cause de la notion même de diplôme qui détermine la valeur d'une qualification. Toutes ces réformes ont pour objectif de liquider la revendication : 1 diplôme = 1 emploi = 1 salaire. C'est aussi pour ces mêmes raisons que l'objectif des gouvernants est de liquider le Code du Travail et la Fonction publique qui étaient les derniers remparts sur lesquels pouvaient s'appuyer les salariés pour défendre leurs intérêts matériels et la valeur de la force de travail.

L'impérialisme en crise mortelle a besoin de faire table rase de toutes les normes dans lesquelles s'inscrivaient des acquis des travailleurs salariés.

L'une des mesures la plus flagrante est qu'un numéris clausus a été fixé pour l'admission des jeunes bacheliers dans les facultés de médecine à 4700, soit un tiers environ du nombre de l'année 2024/2025 !

C'est une politique qui ne vise pas à satisfaire les besoins de la grande majorité, mais à faire de chaque espace une source de profits pour l'impérialisme et la bourgeoisie locale compradore.

Pour vaincre, la mobilisation des étudiants en médecine aurait eu à affronter le pouvoir et pour cela submerger les directions syndicales traîtres qui prônent concertation et dialogue avec lui. Il aurait fallu pouvoir leur imposer de rompre avec le gouvernement et de le combattre, dans l'unité.

Cela aurait demandé de centraliser le combat des étudiants à travers la mise en place d'un comité central de grève regroupant des délégués élus et révocables issus d'élections au niveau des assemblées générales des étudiants en grève et porteur d'un mandat reflétant les revendications et aspirations de la grande majorité des étudiants.

Cela aurait surtout demandé d'établir le lien avec la classe ouvrière, dans le but d'ouvrir une perspective politique à la jeunesse et au prolétariat, celle du gouvernement des organisations ouvrières, étape vers un véritable gouvernement ouvrier qui satisfasse toutes les revendications et prenne en charge la production selon le besoin des masses, et à l'échelle du Maghreb, celle des États-Unis socialistes du Maghreb.

Tous les maux auxquels l'humanité est confrontée sont la conséquence du système de la propriété privée des moyens de production, de l'anarchie de la société capitaliste et de la loi du profit. La tragédie mondiale du Covid a montré comment les grands trusts pharmaceutiques se sont livrés, avec l'aide de leur gouvernement respectif et au mépris de la vie humaine, à une lutte concurrentielle au lieu d'unir leurs efforts pour conjurer la pandémie. Le maintien du capitalisme entraîne la barbarie.

C'est pourquoi, nous combattons pour le socialisme et pour cela, pour la construction de partis ouvriers révolutionnaires et d'une internationale ouvrière révolutionnaire.

Le 7 février 2025

Le **Cercle de Jeunes Révolutionnaires** est un regroupement politique de jeunes convaincus par l'alternative suivante : soit le capitalisme finira d'entraîner l'humanité dans la barbarie, soit la jeunesse et le prolétariat arriveront à prendre le pouvoir, à l'échelle internationale, et engageront l'humanité vers le socialisme.

La progression de la barbarie se constate tous les jours dans la crise : destruction d'un environnement viable pour l'humanité, guerres, famines, inflations, renforcement du caractère policier des États capitalistes. Pour la jeunesse, tout concourt à sans cesse poser la question suivante : à quelles conditions un avenir est-il possible ?

Pour nous, c'est d'abord à condition de combattre pour le socialisme. Il ne suffit cependant pas d'en faire la déclamation aux masses : si ces dernières ne s'emparent pas de ce combat, ce n'est ni parce qu'elles se seraient « embourgeoisées », ni parce qu'elles seraient incultes, mais parce qu'en face d'elles se dressent systématiquement les dirigeants corrompus du vieux mouvement ouvrier qui barrent le chemin à l'affrontement avec les gouvernements du capital. En France, ce sont les dirigeants des syndicats issus du mouvement ouvrier (CGT, FO, FSU, UNEF). A travers le « dialogue social », ces derniers prennent en charge l'élaboration des contre-réformes et sont toujours plus organiquement liés à l'État bourgeois.

Pour briser cette collaboration, nous considérons impérativement nécessaire de combattre pour la construction d'une Organisation Révolutionnaire de Jeunesse (ORJ). C'est-à-dire une organisation à même de permettre à la jeunesse, ouvrière comme étudiante, de se réapproprier ses syndicats, et de combattre dans l'unité les gouvernements du capital.

Si nous ne sommes pas cette ORJ, notre combat reste celui de nous organiser, de nous armer politiquement pour intervenir dans la lutte des classes, de défendre le marxisme face à l'idéologie bourgeoise. Militer ne signifie pas se marginaliser en sectes par un activisme forcené mais s'organiser en lien avec la défense de ses propres qualifications et droits, à l'université comme en entreprise.

Ce bulletin rend compte de notre intervention, il est donc le point de départ de notre travail d'organisation politique à Montpellier, à Toulouse et à Paris, villes dans lesquelles s'organisent aujourd'hui des jeunes liés au CJR qui publie le bulletin

“La société bourgeoise se trouve à la croisée des chemins : soit en transition vers le socialisme, soit en régression vers la barbarie.”

Rosa Luxembourg citant F. Engels.